



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

POURQUOI L'ÉTAT DE DROIT EST-IL IMPORTANT POUR L'EFFICACITE DU SECTEUR DE LA SÉCURITE EN AFRIQUE ?

BIOGRAPHIES

Panélistes

Dr. Catherine Léna Kelly est professeure associée chargée de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, l'état de droit, et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans les programmes universitaires, la recherche, et la sensibilisation. Son travail est axé sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'état de droit, ainsi que la criminalité transnationale organisée. Elle est également membre du Conseil sur les affaires étrangères.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau américain et a collaboré avec des équipes au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, au Maroc, en Mauritanie, en République du Congo, et au Rwanda. En tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis, elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie, et au Foreign Service Institute du Département d'État américain, Dr. Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse Mellon/ American Council of Learned Societies, une bourse du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA), plusieurs bourses de Harvard University, et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof et pour ses recherches doctorales au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications, dans la forme d'un livre et dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université Libre de Bruxelles et d'une licence (B.A.) avec mention très bien de Washington University à Saint-Louis.

Général Thiaca THIAW est docteur en droit depuis 2013 après la soutenance de sa thèse à l'université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) sur la protection internationale des droits de l'homme dans les situations d'exception en Afrique.

Il avait auparavant obtenu un diplôme universitaire de 3ème cycle en droits fondamentaux à l'université de Nantes. Sur le plan militaire, il est diplômé l'Académie Royale militaire de Meknès (Maroc), de l'Ecole d'Etat-major de Koulikoro (Mali), et de la

National Defense University (Collège of International Security Affairs) de Washington DC (USA).

Spécialiste des questions de paix et sécurité, de l'Etat de droit et bonne gouvernance, de réforme de la police, et de la protection des civils dans les zones de conflits, il a effectué plusieurs missions de terrain aussi bien au Sénégal qu'à l'étranger, notamment en République Démocratique du Congo et en Haïti pour le compte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Il dispense des enseignements à l'institut des droits de l'Homme et de la paix de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) et au Centre des Hautes Etudes de Défense et de sécurité de Dakar (CHEDS). Il a aussi été membre du comité scientifique du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.

Dr Thiaca THIAW a publié les ouvrages suivants : « La protection internationale des droits de l'Homme dans les situations de crise en Afrique : le droit à l'épreuve des faits », Editions Harmattan, 2014 ; « La protection des infrastructures, activités, et ressources d'importance vitale au Sénégal : législation et pratiques » Editions Harmattan, 2018. Son mémoire de 3eme Cycle universitaire portait sur « Les enjeux de l'enseignement et de la vulgarisation des droits de l'Homme auprès des forces de défense et de sécurité. Cas du Sénégal »

Officier général de Gendarmerie, il occupe actuellement la fonction de Haut-Commandant en second de la Gendarmerie nationale et sous-directeur de la Justice militaire.

Dr. Ibrahim J. Wani est consultant indépendant, spécialisé dans les droits humains internationaux, la justice transitionnelle, la gouvernance, et les réformes institutionnelles et le renforcement des capacités. Il possède une vaste expérience professionnelle, dont près de quinze ans à des postes de direction au sein du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et du Département des opérations de maintien de la paix, ainsi que des missions de politique et de gestion dans le secteur public, la direction d'ONG et plus d'une décennie en tant qu'universitaire.

De 2013 jusqu'à sa retraite en 2016, Ibrahim Wani a occupé le poste de directeur de la division des droits de l'homme à la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS) et de représentant du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme en République du Soudan du Sud. Auparavant, il a été chef du service Afrique du HCDH (2010-2013) et a occupé le poste de chef du service Recherche et droit au développement et de directeur, entre autres (2006-2010). Il a été le représentant du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme en Afrique de l'Est et auprès de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et de l'Union africaine (2002-2005).

Avant de rejoindre les Nations unies, Ibrahim Wani était professeur de droit aux facultés de droit de l'université de Virginie et de l'université du Missouri, où il dispensait des enseignements sur le droit international public et privé, les conflits de lois, le droit de l'immigration et les droits humains. Il a ensuite travaillé à la Banque mondiale sur des questions de renforcement des capacités et de réforme institutionnelle en Afrique, avant de diriger le programme Afrique du International Human Rights Law Group (aujourd'hui Global Rights), où il a supervisé la mise en œuvre d'un vaste programme visant à renforcer les capacités institutionnelles des organisations de défense des droits humains en Afrique. Il a également occupé le poste de doyen académique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique à Washington D.C. (1998-2002), après quoi il a rejoint les Nations unies. Ibrahim Wani a commencé sa carrière en tant qu'agent du service diplomatique en Ouganda. Il a obtenu son diplôme de droit (LLB) à l'université de Makerere, en Ouganda, et les diplômes LLM et SJD à la faculté de droit de l'université de Virginie, aux États-Unis.

Le Dr. Wani a participé à de nombreux programmes du CESA, notamment au Botswana (2000), en Éthiopie (2003), au Gabon (2001), au Ghana (2001), au Kenya (2000, 2001, 2002), au Sénégal (1999, 2002), au Togo (2000) et à Washington, D.C. (2000, 2001, 2002).

Modérateur

Dr. Luka Kuol est le doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En tant que Doyen, Luka Kuol dirige les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni.

Avant de rejoindre le Centre africain, le Dr Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du

Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.